



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement**

**Boisement d'une superficie de 7,87 ha
sur la commune d'Ombree d'Anjou (49)**

Le préfet de la région Pays de la Loire

Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite.

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté, du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2025/SGAR/78 du 27 mai 2025 portant délégation de signature à madame Anne BEAUVAL, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu l'arrêté de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire N° 2025/DREAL/N° SDR-25-AG-03 du 28 mai 2025 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale au sein de la DREAL des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n° 002818/KK P relative au projet de boisement d'une superficie de 7ha87 sur la commune d'Ombree d'Anjou, déposée par Jean-Baptiste CIET et considérée complète le 19/05/25 ;

CONSIDÉRANT la nature du projet :

- qui relève de la rubrique n°47c de la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement « Premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion des sols » ;
- qui consiste à créer un boisement d'une superficie totale de 7ha87 réparti sur 4 parcelles distinctes (ZE 01 ; ZE 10 ; ZE 47 ; ZD 53) d'une surface cadastrale de 19ha32. Il sera composé majoritairement de Chênes Sessiles (65 %), d'autres essences viendront compléter le boisement (Douglas, Bouleau, Chêne pubescent et Tilleul à petite feuille) pour une densité de 1 800 tiges par hectare ;
- qui a pour objectif la production de bois d'oeuvre ;

CONSIDÉRANT la localisation du projet :

- au lieu-dit « Champiré » sur la commune de Grugé-l'Hôpital, commune déléguée d'Ombrée d'Anjou ;
- sur des parcelles actuellement en prairie ou en culture ;
- au sein des secteurs agricole (A) et naturel (Np) du plan local d'urbanisme de la commune déléguée intermédiaire de Pouancé – Combrée, approuvé le 26/09/2017 ;
- au sein du périmètre de protection du château de Champiré inscrit au titre des monuments historiques.
- au sein d'un réservoir de biodiversité repris dans le document d'orientation et d'objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale de l'Anjou Bleu approuvé le 18 octobre 2017 ;
- dans la vallée de l'Araize (affluent de l'Oudon) et en présence de zones humides en lien avec le cours d'eau et le fond de vallée, zones humides délimitées au niveau du plan local d'urbanisme. Le réseau partenarial des données sur les zones humides indique également la présence de telles zones (probabilité forte) sur les secteurs 2 et 4 ;
- dans une zone soumise au risque de crue de l'Araize selon l'atlas des zones inondables pour les secteurs 2 et 4 ;

CONSIDÉRANT les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique ainsi que les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire leurs effets :

- les travaux de plantation et d'entretien devront être réalisés hors des périodes les plus sensibles pour la biodiversité locale. Pour rappel et conformément aux articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement, le porteur de projet est soumis à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées et à leurs habitats. Il lui appartient ainsi d'encadrer la réalisation de son projet afin d'éviter tout impact résiduel sur les espèces protégées et de justifier de l'entier respect des dispositions du code de l'environnement, le cas échéant au travers d'une procédure de demande de dérogation d'atteinte aux espèces ;

- l'ensemble des haies, arbres et talus périphériques seront préservés ;
- selon le dossier, aucun secteur à boiser ne se trouve à moins de 20 mètres des zones humides (celles délimitées au sein du PLU) et une surface d'1 hectare sera conservée non boisée au sein du secteur 4 ;
- le boisement devra être conçu de façon à ne pas venir compromettre les conditions d'écoulement des eaux en cas de crue ;
- une bande enherbée de 6 mètres sera préservée en périphérie des parcelles afin de faciliter l'entretien des plantations et des haies ;
- une distance minimale de 100 mètres sera maintenue entre les futurs boisements et les abords du château de Champiré;
- les opérations sylvicoles se traduiront par :
 - des entretiens sur les lignes : dégagement manuel de la végétation concurrente (débroussailleuse) ;
 - des entretiens interligne : girobroyage de la végétation concurrente ;
 - des éclaircies à 20, 30 et 40 ans ;
- aucun produit phytosanitaire ne sera utilisé pour l'entretien des boisements, ni aucun arrosage ne sera réalisé ;
- un document de gestion durable sera établi à l'issue des opérations de boisement ;

CONSIDÉRANT ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de boisement d'une superficie 7 ha 87, sur la commune d'Ombrée d'Anjou, est dispensé d'étude d'impact.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Conformément aux dispositions de ce même article, l'autorité compétente vérifie au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si ledit projet, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Jean-Baptiste CIET et publié sur le site Internet suivant : <https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/#/public/portalReviews?place=Pays de la Loire>

Fait à Nantes, le 20 juin 2025

Pour le préfet de région Pays de la Loire
et par délégation,
pour la directrice régionale de
l'environnement
de l'aménagement et du logement,
La cheffe du Service Connaissance des
Territoires et Évaluation (SCTE)

Signé

Annaïg LE MEUR

Délais et voies de recours pour les décisions imposant la réalisation d'une étude d'impact

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Lorsqu'elle soumet un projet à la réalisation d'une évaluation environnementale, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux mais doit, sous peine d'irrecevabilité, donner lieu à un recours administratif préalable obligatoire (RAPO) dans ce même délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions du VII de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement.

Le recours gracieux ou le recours administratif préalable obligatoire devront être réalisées à partir du portail de l'évaluation environnementale à l'adresse suivante :

<https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/>

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision expresse ou implicite rejetant le recours administratif préalable obligatoire.

Il doit être adressé au Tribunal administratif territorialement compétent :

Tribunal administratif de Nantes

6 allée de l'Île Gloriette

– CS 24 111 –

44041 NANTES cedex 1

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours ou Télérecours citoyens accessibles à partir du site www.telerecours.fr.